



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

bois d'industrie

Question au Gouvernement n° 2161

Texte de la question

INVESTISSEMENTS CHINOIS À LISIEUX

M. le président. La parole est à Mme Philippe Duron, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.
M. Philippe Duron. Vous tenez, monsieur le ministre de l'industrie, un discours très volontariste sur la politique industrielle du Gouvernement. Devant notre assemblée, le 4 novembre dernier, répondant à une question de notre collègue Claude Leterre sur les états généraux de l'industrie, vous donniez des assurances sur l'avenir de la société Plysorol : " Plysorol est ouvert. les ouvriers sont au travail [...] le repreneur s'est engagé sur de nouveaux investissements ".

Or quelques mois plus tard, la réalité est toute autre : cette entreprise se trouve dans une situation dramatique. En redressement judiciaire pour la seconde fois en un an, elle doit, si l'on veut préserver ses 500 emplois sur notre territoire à Lisieux, Fontenay-Le-Comte et Épernay, trouver un repreneur au cours des prochains jours. Victime d'un actionnaire chinois intéressé par ses seules filiales et forêts gabonaises, cette entreprise est aujourd'hui atteinte dans ses actifs et confrontée à une situation financière très dégradée.

Dans cette affaire qui concerne trois régions - Basse-Normandie, Pays-de-Loire et Champagne-Ardenne - les collectivités territoriales ont, depuis 2008, affirmé leur disponibilité pour contribuer au redressement de l'entreprise, mais l'actionnaire chinois a refusé tout concours public.

Aujourd'hui, dans l'impasse dans laquelle se trouve l'entreprise, seul l'État est en capacité de contribuer à une solution en recherchant un partenaire industriel qui s'appuie sur les sites français et des partenaires financiers dans la filière bois.

Au nom des salariés qui se sentent abandonnés, et des élus en attente d'un État plus présent, je souhaite, monsieur le ministre, que, dans cette période où va se jouer le sort de Plysorol, au-delà des déclarations d'intention volontaristes, vous vous engagiez devant la représentation nationale à rechercher une solution qui préserve l'activité et les emplois industriels dans des territoires déjà fortement touchés par la désindustrialisation. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. Christian Estrosi, ministre chargé de l'industrie.

M. Christian Estrosi, *ministre chargé de l'industrie*. Monsieur Philippe Duron, il s'agit de 437 emplois à Lisieux, Épernay, Fontenay-Le-Comte où je me suis rendu personnellement, et de 350 emplois au Gabon. Je vous rappelle que ce n'est pas le Gouvernement mais le tribunal de commerce qui a accordé la reprise de l'entreprise à ce repreneur chinois. Nous nous sommes battus pour obtenir des délais de paiement auprès de l'URSSAF ; nous nous sommes battus pour qu'il n'y ait pas de coupure de courant de la part d'EDF. Malheureusement, au bout de toutes ces démarches, nous n'avons pu qu'enregistrer, le 8 avril dernier, le dépôt de bilan de l'entreprise (*Murmures sur les bancs des groupes SRC et GDR*) à cause du comportement de ses responsables.

M. Maxime Gremetz. Il faut les mettre en prison !

M. Christian Estrosi, *ministre chargé de l'industrie*. Bien évidemment, je mobilise aujourd'hui toute mon énergie pour rechercher un nouveau repreneur, et je recevrai les dirigeants concernés, vous-même et les élus locaux après la date de dépôt des nouveaux dossiers, qui sera fixée dans les semaines qui viennent.

Je puis vous assurer que je serai attentif à ce qu'il n'y ait aucune cession de la filiale gabonaise. J'ai demandé à notre ambassadeur au Gabon de rencontrer le Président Ali Bongo à ce sujet. (*Murmures sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

Monsieur Philippe Duron, il est trop facile d'intervenir ainsi sur le cas d'une entreprise alors que l'on sait que les conséquences qu'elle subit aujourd'hui sont le fruit des erreurs des politiques industrielles conduites pendant des années (*Rires et exclamations sur les bancs du groupe SRC*), politiques que vous-même et vos amis n'avez cessé de soutenir.

M. Philippe Duron. Vous êtes au pouvoir depuis huit ans !

M. Christian Estrosi, *ministre chargé de l'industrie*. Au terme des états généraux de l'industrie, nous ne disons pas que l'avenir de la France est celui d'un pays de services, de finances et d'économie virtuelle. Au contraire, son avenir réside dans la révolution industrielle que nous commençons à mener, avec une véritable politique de filières et de pôles de financement public, une véritable politique qui nous permette d'harmoniser les filières avec nos partenaires européens comme l'a fait l'Allemagne.

Ainsi nous sommes en train d'inverser le cours des choses : 6,6 % de reprise de la commande industrielle alors que ce taux n'est que de 3,3 % au plan européen.

M. le président. Merci !

M. Christian Estrosi, *ministre chargé de l'industrie*. Cela veut dire que notre politique industrielle est en train de porter ses fruits...

Données clés

Auteur : [M. Philippe Duron](#)

Circonscription : Calvados (1^{re} circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2161

Rubrique : Bois et forêts

Ministère interrogé : Industrie

Ministère attributaire : Industrie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 29 avril 2010

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 29 avril 2010